



Assemblée générale

Distr. limitée
21 octobre 2015
Français
Original : anglais/russe

Soixante-dixième session

Première Commission

Point 97 w) de l'ordre du jour

Désarmement général et complet : mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales

Chine, États-Unis d'Amérique et Fédération de Russie :
projet de résolution

Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 60/66 du 8 décembre 2005, 61/75 du 6 décembre 2006, 62/43 du 5 décembre 2007, 63/68 du 2 décembre 2008, 64/49 du 2 décembre 2009, 65/68 du 8 décembre 2010, 68/50 du 5 décembre 2013 et 69/38 du 2 décembre 2014, et sa décision 66/517 du 2 décembre 2011,

Rappelant également le rapport du 15 octobre 1993 que le Secrétaire général lui a présenté à sa quarante-huitième session, en annexe duquel figure une étude réalisée par des experts gouvernementaux sur l'application de mesures de confiance dans l'espace¹,

Réaffirmant que tous les États ont le droit d'explorer et d'utiliser l'espace conformément au droit international,

Réaffirmant également qu'il est dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales d'empêcher une course aux armements dans l'espace, condition essentielle pour promouvoir et renforcer la coopération internationale dans les domaines de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques,

Rappelant, à cet égard, ses résolutions 45/55 B du 4 décembre 1990 et 48/74 B du 16 décembre 1993, dans lesquelles elle a notamment reconnu la nécessité d'une plus grande transparence et réaffirmé l'importance des mesures de confiance comme moyen de prévenir une course aux armements dans l'espace,

* Nouveau tirage pour raisons techniques (5 novembre 2015).

¹ A/48/305 et Corr.1.



Prenant note des débats constructifs de la Conférence du désarmement sur cette question et des vues exprimées par les États Membres,

Notant qu'à la Conférence du désarmement la Chine et la Fédération de Russie ont présenté un projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux², dont le texte actualisé³ a été soumis en 2014,

Notant également que, depuis 2004, plusieurs États⁴ se sont engagés à ne pas être les premiers à déployer des armes dans l'espace,

Notant en outre que l'Union européenne a présenté un projet de code de conduite international non contraignant pour les activités menées dans l'espace,

Consciente du travail accompli par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, son Sous-Comité scientifique et technique et son Sous-Comité juridique, qui contribue notablement à la promotion de la viabilité à long terme des activités spatiales,

Notant la contribution des États Membres qui ont soumis au Secrétaire général des propositions concrètes concernant des mesures internationales de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, en application du paragraphe 1 de la résolution 61/75, du paragraphe 2 de la résolution 62/43, du paragraphe 2 de la résolution 63/68 et du paragraphe 2 de la résolution 64/49,

Se félicitant des travaux menés en 2012 et en 2013 par le groupe d'experts gouvernementaux qui a été constitué par le Secrétaire général, suivant le principe d'une répartition géographique équitable, pour mener une étude sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales,

Prenant note de l'examen de cette étude par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à sa cinquante-huitième session en 2015, d'où il ressort que le Comité a un rôle fondamental à jouer pour améliorer la transparence et renforcer la confiance parmi les États et faire en sorte que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques⁵,

Notant la demande adressée par le Comité à la Réunion interorganisations sur les activités spatiales (ONU-Espace) de lui soumettre pour examen, en tant qu'élément du système des Nations Unies, à sa cinquante-neuvième session en 2016, un rapport spécial sur la mise en œuvre du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales,

Accueillant avec satisfaction la résolution 186 du 7 novembre 2014 sur le renforcement du rôle de l'Union internationale des télécommunications en ce qui concerne les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, adoptée par sa Conférence de plénipotentiaires réunie à Busan (République de Corée) du 20 octobre au 7 novembre 2014,

² Voir CD/1839.

³ Voir CD/1985.

⁴ Argentine, Arménie, Bélarus, Brésil, Cuba, Fédération de Russie, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Sri Lanka, Tadjikistan et Venezuela (République bolivarienne du).

⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dixième session, Supplément n° 20 (A/70/20)*.

1. *Souligne* l'importance de la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales⁶, qu'elle a adopté le 5 décembre 2013;

2. *Engage* les États Membres à continuer d'examiner et de mettre en œuvre, dans toute la mesure possible, les mesures de transparence et de confiance proposées dans ce rapport, grâce à des mécanismes nationaux appropriés, à titre volontaire et dans le respect de leurs intérêts nationaux;

3. *Encourage* les États Membres, conformément aux recommandations figurant dans le rapport, en vue de promouvoir l'adoption effective de mesures de transparence et de confiance, de tenir régulièrement des débats dans le cadre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, de la Commission du désarmement et de la Conférence du désarmement, sur la possibilité de les faire appliquer;

4. *Prie* les entités et les organismes compétents des Nations Unies, auxquels le rapport a été distribué, en application de la résolution 68/50, de contribuer à la mise en œuvre concrète des conclusions et recommandations qui y figurent, selon qu'il conviendra;

5. *Engage* les entités et les organismes compétents des Nations Unies à coordonner au besoin les activités relatives aux recommandations qui figurent dans le rapport;

6. *Se félicite* de la tenue d'une séance spéciale commune des Première et Quatrième Commissions afin d'examiner les risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales, le 22 octobre 2015, conformément au rapport du Groupe d'experts gouvernementaux et qui a donné lieu à des échanges de vues constructifs sur divers aspects de la sécurité dans l'espace;

7. *Exhorte* les États Membres et les entités et organismes compétents des Nations Unies à appuyer la mise en œuvre de toutes les conclusions et recommandations figurant dans le rapport;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-douzième session, un rapport sur la coordination des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales dans le système des Nations Unies, avec en annexe les vues des États Membres sur ces mesures;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et onzième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question subsidiaire intitulée « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ».

⁶ A/68/189.